



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2024

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2023
Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90, rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF
ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2023-24

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024

Pour
l'exercice se terminant
le 31 mars 2024

BUDGET DES DÉPENSES 2023-2024

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024

Introduction

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par le biais d'une loi adoptée précédemment, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, la présidente du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Alors que le Budget principal des dépenses donne un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice financier à venir, les Budgets supplémentaires des dépenses présentent des renseignements sur les besoins relatifs aux dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffés lors de la préparation du Budget principal des dépenses ou qui ont été précisés après le dépôt de celui-ci pour tenir compte de l'évolution de certains programmes et services.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024 est le premier des trois budgets supplémentaires des dépenses prévus pour le présent exercice.

Points saillants

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024 présente des dépenses budgétaires supplémentaires totalisant 21,9 milliards de dollars, soit des dépenses à approuver de l'ordre de 20,5 milliards de dollars et des dépenses législatives prévues de l'ordre de 1,4 milliard de dollars.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

	Budget des dépenses 2023-2024				
	Budget principal	Budget supplémentaire			Total
	A	B	C		
(dollars)					
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	198 150 946 696	20 478 605 110	.....	.....	218 629 551 806
Postes législatifs	234 790 698 111	1 384 994 281	.....	.....	236 175 692 392
Total des dépenses budgétaires	432 941 644 807	21 863 599 391	.....	.....	454 805 244 198
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	227 703 000	.....	.....	.....	227 703 000
Postes législatifs	41 680 784	.....	.....	.....	41 680 784
Total des dépenses non budgétaires	269 383 784	.....	.....	.....	269 383 784

Crédits votés

Si elles sont approuvées par le Parlement, les dépenses budgétaires votées augmenteraient de 20,5 milliards de dollars (10,3 %) et atteindraient un total de 218,6 milliards de dollars. Les principales organisations responsables et les principaux objectifs des nouvelles dépenses votées sont les suivants :

- ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord – mettre en œuvre des accords de règlement et verser une

indemnisation (4,1 milliards de dollars pour des revendications sur les avantages liés à l'agriculture, 2,5 milliards de dollars pour le Fonds de règlement des revendications particulières et 825,0 millions de dollars pour des règlements à l'amiable);

- ministère des Services aux Autochtones – mettre en œuvre un accord de règlement et mettre en place immédiatement des mesures de réforme liées au Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et au principe de Jordan (4,4 milliards de dollars);
- ministère de la Santé – conclure de nouvelles ententes bilatérales sur les soins de santé avec les provinces et les territoires (2,6 milliards de dollars);
- Société canadienne d'hypothèques et de logement – faciliter l'élimination des obstacles à la construction de logements et accroître l'offre de logements (996,7 millions de dollars).

Parmi les initiatives pour lesquelles de nombreuses organisations demandent du financement, mentionnons la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques et le Programme des chaires d'excellence en recherche du Canada. La liste complète de ces postes horizontaux se trouve dans l'annexe en ligne.

Tenant compte de ces activités et d'autres activités, sept organisations demandent chacune au moins 500 millions de dollars (excluant les transferts) à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (8,1 milliards de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (4,9 milliards de dollars);
- le ministère de la Santé (2,6 milliards de dollars);
- la Société canadienne d'hypothèques et de logement (1 milliard de dollars);
- le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (590,9 millions de dollars);
- l'Agence de la santé publique du Canada (547,0 millions de dollars);
- le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (527,6 millions de dollars).

Postes législatifs

Les changements apportés aux dépenses législatives prévues, y compris les prévisions à jour pour les frais d'intérêt et les prestations aux aînés figurant dans le budget fédéral de 2023, sont indiqués dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires sur l'estimation des dépenses totales des organisations. Les dépenses budgétaires législatives devraient augmenter de 1,4 milliard de dollars (0,6 %) et atteindre un total de 236,2 milliards de dollars. Voici les changements les plus importants :

- une augmentation de 790,3 millions de dollars des paiements pour le programme Agri-protection, qui correspond au lancement du nouveau Partenariat canadien pour une agriculture durable de cinq ans, ainsi que pour les frais d'assurance en raison de l'augmentation du prix des produits de base et de la hausse de la demande dans le cadre du programme;
- une augmentation de 737,0 milliards de dollars des intérêts sur la dette non échue en raison de la hausse des taux d'intérêt prévus et de l'accroissement des besoins d'emprunt;
- une diminution de 568,0 millions de dollars des prestations de la Sécurité de la vieillesse d'après les prévisions à jour du taux mensuel moyen, du nombre de bénéficiaires et des montants des remboursements de prestations.

Principaux postes

La liste ci-dessous présente les principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour obtenir l'approbation du Parlement.

Ministère des Services aux Autochtones : 4,4 milliards de dollars

Fonds destinés au programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations

Ces fonds favoriseront la conclusion d'un accord de règlement définitif relatif au programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et au principe de Jordan ainsi que la poursuite de l'exécution des mesures immédiates ordonnées par des tribunaux et des mesures prévues dans l'entente de principe sur la réforme à long terme du programme et sur le principe de Jordan.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord et ministère des Services aux Autochtones : 4,1 milliards de dollars

Fonds destinés à mettre en œuvre la stratégie de règlement accéléré des revendications relatives aux avantages agricoles

Les traités numérotés sont une série de 11 traités conclus entre la Couronne et les Premières Nations entre 1871 et 1921. Ces fonds serviront à négocier et à régler des revendications relatives aux avantages agricoles liées aux traités 4, 5, 6 et 10.

Ministère de la Santé : 2,6 milliards de dollars

Fonds destinés à améliorer les soins de santé pour les Canadiens (budget fédéral de 2023)

Ces fonds serviront à financer les nouvelles ententes bilatérales conclues avec les provinces et les territoires pour répondre aux besoins des

systèmes de soins de santé. Ils permettront notamment d'offrir un accès élargi aux services de santé familiale et du soutien au personnel de la santé, de réduire les arriérés, d'offrir davantage de services de soutien dans le domaine de la santé mentale et de la toxicomanie ainsi que de moderniser les systèmes de santé. Ce financement favorisera également l'élaboration de nouveaux indicateurs de santé et l'interopérabilité entre les systèmes de santé ainsi que le Fonds d'investissement-santé pour les territoires qui aide les territoires à assumer les coûts des soins de santé et des déplacements pour raison médicale.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 2,5 milliards de dollars**Financement destiné au Fonds de règlement des revendications particulières**

Les revendications particulières sont des griefs formulés contre le gouvernement fédéral concernant des manquements présumés à ses obligations découlant de traités historiques ou la mauvaise gestion des terres et des biens autochtones. Les règlements des revendications particulières et les indemnités accordées par les tribunaux, dont la valeur peut atteindre 150 millions de dollars, sont payés à partir du Fonds de règlement des revendications particulières. Ce fonds est réapprovisionné en fonction des paiements prévus pour les règlements négociés et les indemnités accordées par les tribunaux.

Société canadienne d'hypothèques et de logement : 996,7 millions de dollars**Financement destiné au Fonds pour accélérer la construction de logements (budget fédéral de 2022)**

Le Fonds pour accélérer la construction de logements offre un financement incitatif aux administrations locales afin d'encourager les initiatives visant à supprimer les obstacles à la construction de logements et à accroître l'offre de logements. Il favorise l'aménagement de collectivités complètes à faibles émissions de carbone et résilientes aux changements climatiques qui sont abordables, inclusives, équitables et diversifiées.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 825,0 millions de dollars**Fonds destinés aux règlements extrajudiciaires**

Le gouvernement fédéral est déterminé à désamorcer les contestations judiciaires au moyen de discussions respectueuses et en ayant recours à la médiation. Ainsi, il participe activement à des discussions liées à diverses contestations judiciaires. Ces fonds permettront au ministère d'être en mesure de mettre rapidement en œuvre les règlements négociés si des accords sont conclus.

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration : 469,0 millions de dollars**Fonds destinés au Programme fédéral de santé intérimaire (budget fédéral de 2023)**

Le Programme fédéral de santé intérimaire offre une protection en matière de soins de santé limitée et temporaire à certains groupes de ressortissants étrangers, notamment les demandeurs d'asile et les réfugiés, qui ne sont pas encore admissibles à un régime d'assurance-maladie provincial ou territorial.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien : 468,3 millions de dollars**Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques (budget fédéral de 2023)**

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) contribue à assurer la sécurité du transport aérien en contrôlant les voyageurs, les bagages et les employés des aéroports. Ces fonds permettront d'appuyer la prestation des services de contrôle de sécurité dans les 89 aéroports où l'ACSTA exerce ses activités.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire : 464,4 millions de dollars**Fonds destinés à la mise en œuvre des initiatives fédérales et à coûts partagés dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable**

Ces fonds permettront de financer une série de programmes visant à renforcer la durabilité, l'innovation et la résilience du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels et à permettre aux producteurs et transformateurs canadiens de rester compétitifs et rentables.

Agence de la santé publique du Canada : 463,0 millions de dollars**Fonds destinés à l'approvisionnement en produits thérapeutiques supplémentaires**

Ces fonds permettront de faire l'acquisition d'un traitement émergent contre la COVID-19 dans le cadre d'accords d'achat anticipé, ainsi qu'à couvrir les coûts associés à l'entreposage, à la distribution et au déploiement.

Gendarmerie royale du Canada : 459,3 millions de dollars**Fonds destinés à indemniser les membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions**

Ces fonds serviront à verser aux membres de la GRC et à leur famille des indemnités en cas d'invalidité ou de décès lié à l'exercice des fonctions de ces membres.

Comparaison du budget fédéral de 2023 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans le budget fédéral de 2023 et les budgets des dépenses de 2023-2024. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Comparaison du budget fédéral de 2023 et des budgets des dépenses à ce jour en 2023-2024

	2023-2024 (milliards de dollars)
Budget des dépenses à ce jour en 2023-2024	454,8
Notamment :	
En lien avec le budget fédéral de 2023	7,2
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	58,5
Notamment :	
Prestations d'assurance-emploi	24,2
Allocation canadienne pour enfants	25,6
Autres crédits d'impôt et remboursements	8,7
Plus : Recettes nettes	13,8
Moins : Rajustements comptables et autres	(36,6)
Budget fédéral de 2023 (Total – Dépenses projetées pour 2023-2024)	490,5

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans le budget fédéral, les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les régimes de pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans le budget fédéral. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans le budget fédéral. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'Allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans le budget fédéral sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Les budgets fédéraux, ainsi que les énoncés ou les mises à jour économiques, sont présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux types de publication, par exemple les règlements judiciaires et les projets d'immobilisations. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, ainsi que des rajustements pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment du budget fédéral de 2023 et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires et techniques

Lois de crédits en 2023-2024

La *Loi de crédits no 1 pour 2023-2024*, qui a reçu la sanction royale le 30 mars 2023, a fourni des crédits provisoires s'élevant à 89 678 492 027 \$ aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins pendant les trois premiers mois de l'exercice.

En juin 2023, la présidente du Conseil du Trésor déposera un projet de loi visant à fournir les crédits restants pour le Budget principal des dépenses 2023-2024 et un autre projet de loi visant à fournir des crédits pour répondre aux besoins en matière de dépenses figurant dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024.

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, la présidente du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend ce qui suit :

- les points saillants des besoins financiers supplémentaires et des demandes de financement importantes;
- une comparaison du budget fédéral de 2023 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses de 2023-2024;
- un résumé des lois de crédits pour l'exercice financier en cours;
- les détails du financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits que le Parlement doit approuver.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;
- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues selon l'objet, conformément au cadre de rapports ministériels de chaque organisation;
- une liste des postes horizontaux présentant des besoins de financement;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 129 organisations présentent des besoins en matière de financement dans le budget des dépenses 2023-2024. De ces organisations, 26 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	686 115 078	922 689 126	561 429 271	468 300 000	1 029 729 271
Administration du pipe-line du Nord	255 692	572 250	572 629	.....	572 629
Agence canadienne d'évaluation d'impact	72 000 736	75 515 117	99 343 247	.....	99 343 247
Agence canadienne d'inspection des aliments	824 448 834	889 227 807	842 083 472	15 611 301	857 694 773
Agence canadienne de développement économique du Nord	88 371 514	107 617 728	81 432 862	.....	81 432 862
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	443 837 730	712 654 187	484 669 640	.....	484 669 640
Agence de développement économique du Pacifique Canada	168 705 786	362 507 408	176 074 190	19 624 723	195 698 913
Agence de la santé publique du Canada	8 705 432 498	11 411 949 483	4 216 773 473	547 000 000	4 763 773 473
Agence de promotion économique du Canada atlantique	443 490 213	461 303 645	390 229 212	94 701 802	484 931 014
Agence des services frontaliers du Canada	2 478 717 991	2 637 385 771	2 717 868 397	.....	2 717 868 397
Agence du revenu du Canada	9 489 294 614	12 649 488 553	14 874 529 632	.....	14 874 529 632
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	89 220 951	135 788 850	71 032 933	.....	71 032 933
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	400 115 480	702 781 464	431 503 486	.....	431 503 486
Agence Parcs Canada	1 163 958 695	1 107 173 445	1 294 013 131	.....	1 294 013 131
Agence spatiale canadienne	368 108 149	584 880 167	537 402 237	.....	537 402 237
Autorité du pont Windsor-Détroit	481 287 738	1 106 494 000	885 179 373	.....	885 179 373
Bibliothèque du Parlement	50 190 946	55 835 039	57 871 678	.....	57 871 678
Bibliothèque et Archives du Canada	131 803 272	240 130 568	203 834 973	.....	203 834 973
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	35 936 917	35 761 282	35 383 654	.....	35 383 654
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 152 994	5 478 282	5 574 605	.....	5 574 605
Bureau de l'infrastructure du Canada	8 962 080 971	9 363 149 423	9 644 338 192	.....	9 644 338 192
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	670 782 934	711 054 715	733 463 219	.....	733 463 219
Bureau du commissaire au renseignement	2 051 885	2 535 599	2 555 387	.....	2 555 387
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 338 204	8 143 039	8 333 174	.....	8 333 174
Bureau du Conseil privé	203 615 363	235 598 621	210 937 439	.....	210 937 439
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	898 155	1 408 848	1 464 676	.....	1 464 676
Bureau du directeur des poursuites pénales	201 380 233	219 496 984	214 685 083	.....	214 685 083
Bureau du directeur général des élections	627 287 848	203 509 925	204 854 210	.....	204 854 210

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 090 218	7 401 122	7 640 981	.....	7 640 981
Bureau du secrétaire du gouverneur général	23 853 829	23 988 252	24 254 893	.....	24 254 893
Bureau du surintendant des institutions financières	207 628 416	220 521 651	294 725 987	.....	294 725 987
Bureau du vérificateur général	111 370 972	119 881 702	122 550 450	.....	122 550 450
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	13 093 032	11 540 881	10 423 848	.....	10 423 848
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	77 028 275	95 044 328	112 040 905	.....	112 040 905
Centre de la sécurité des télécommunications	800 990 706	913 422 354	965 909 359	.....	965 909 359
Centre de recherches pour le développement international	155 251 325	158 930 728	152 798 272	.....	152 798 272
Chambre des communes	510 094 929	581 381 455	597 133 733	.....	597 133 733
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	3 874 704	6 442 098	6 465 921	.....	6 465 921
Comité externe d'examen des griefs militaires	7 025 061	7 014 392	7 084 643	.....	7 084 643
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 446 639	5 676 571	5 738 885	.....	5 738 885
Commissariat au lobbying	4 653 563	5 464 196	5 355 002	.....	5 355 002
Commissariat aux langues officielles	23 114 306	22 239 511	22 570 548	.....	22 570 548
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	48 642 435	45 407 279	45 493 794	.....	45 493 794
Commission canadienne de sûreté nucléaire	143 540 298	152 216 791	158 587 849	.....	158 587 849
Commission canadienne des droits de la personne	35 786 850	40 639 507	37 755 613	.....	37 755 613
Commission canadienne des grains	16 046 114	13 209 950	8 823 443	.....	8 823 443
Commission canadienne du lait	4 291 407	4 153 333	4 222 621	.....	4 222 621
Commission canadienne du tourisme	121 159 703	156 130 263	111 152 829	.....	111 152 829
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	10 530 635	12 814 397	15 707 053	.....	15 707 053
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 774 817	4 884 675	4 855 731	.....	4 855 731
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	264 252 059	284 507 098	331 702 024	.....	331 702 024
Commission de la capitale nationale	191 713 677	191 146 129	94 765 205	.....	94 765 205
Commission de la fonction publique	86 049 789	94 571 374	94 296 333	.....	94 296 333
Commission des champs de bataille nationaux	13 201 531	15 768 386	14 083 050	.....	14 083 050
Commission des débats des chefs	3 206 396	454 187	3 453 736	.....	3 453 736
Commission des libérations conditionnelles du Canada	58 752 818	69 470 927	70 318 191	.....	70 318 191
Commission du droit d'auteur	3 650 672	4 292 538	4 352 213	.....	4 352 213
Commission du droit du Canada	.....	4 675 069	4 293 988	.....	4 293 988
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 318 598	9 601 062	9 271 693	.....	9 271 693

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil canadien des normes	19 271 621	17 702 499	17 805 586	.....	17 805 586
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	12 339 409	17 003 213	17 093 674	.....	17 093 674
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	13 979 081	21 076 498	19 830 099	.....	19 830 099
Conseil de recherches en sciences humaines	1 016 390 638	1 115 008 926	1 155 330 288	5 564 023	1 160 894 311
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 413 274 920	1 382 679 762	1 318 066 612	12 608 768	1 330 675 380
Conseil des Arts du Canada	510 389 080	423 322 380	364 238 813	.....	364 238 813
Conseil national de recherches du Canada	1 436 309 315	1 555 527 140	1 548 430 200	.....	1 548 430 200
Corporation commerciale canadienne	.....	13 000 000	13 000 000	.....	13 000 000
École de la fonction publique du Canada	81 336 421	78 859 576	79 414 547	.....	79 414 547
Énergie atomique du Canada limitée	1 008 769 322	1 326 573 883	1 541 555 307	.....	1 541 555 307
Fondation canadienne des relations raciales	6 180 001	5 115 542	9 000 000	.....	9 000 000
Gendarmerie royale du Canada	5 326 425 666	4 795 647 766	4 166 619 561	481 552 012	4 648 171 573
Instituts de recherche en santé du Canada	1 384 299 264	1 359 172 027	1 351 640 781	5 794 000	1 357 434 781
Investir au Canada	34 487 041	33 595 456	33 986 146	.....	33 986 146
La Société des ponts fédéraux Limitée	9 123 879	5 303 000	7 381 000	.....	7 381 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	235 144 062	280 514 520	144 126 071	87 423 475	231 549 546
Marine Atlantique S.C.C.	130 809 588	158 520 769	189 617 507	.....	189 617 507
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 461 924 485	3 570 941 925	1 827 072 539	1 609 476 627	3 436 549 166
Ministère de l'Emploi et du Développement social	95 784 864 315	89 067 954 494	94 152 310 938	(699 457 587)	93 452 853 351
Ministère de l'Environnement	1 712 888 665	2 173 728 859	2 446 077 674	.....	2 446 077 674
Ministère de l'Industrie	3 094 863 744	5 869 594 580	5 851 775 190	1	5 851 775 191
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 451 273 280	5 881 400 989	4 488 692 672	590 880 038	5 079 572 710
Ministère de la Défense nationale	24 126 144 961	27 580 610 515	26 489 124 243	.....	26 489 124 243
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	431 853 920	583 406 790	370 739 679	.....	370 739 679
Ministère de la Justice	907 417 603	974 536 252	987 552 756	18 050 108	1 005 602 864
Ministère de la Santé	6 044 784 701	6 342 381 946	4 100 226 285	2 630 500 000	6 730 726 285
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 067 659 811	3 452 111 427	2 646 842 235	.....	2 646 842 235
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	8 074 210 761	9 363 648 460	7 576 637 073	.....	7 576 637 073
Ministère des Anciens Combattants	5 406 391 796	5 682 993 282	5 984 416 671	.....	5 984 416 671
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	230 653 872	325 260 225	290 948 513	.....	290 948 513
Ministère des Finances	106 388 052 369	118 160 064 625	128 937 079 682	1 106 586 538	130 043 666 220
Ministère des Pêches et des Océans	3 758 867 521	4 544 384 481	4 111 350 346	.....	4 111 350 346
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	4 832 142 977	13 761 666 183	9 133 113 298	8 223 221 880	17 356 335 178

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Ressources naturelles	2 121 211 426	3 942 548 267	5 096 780 229	165 458 894	5 262 239 123
Ministère des Services aux Autochtones	18 351 809 592	44 799 119 017	39 607 476 486	4 875 791 516	44 483 268 002
Ministère des Transports	2 183 206 682	3 417 426 596	3 612 937 010	.....	3 612 937 010
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	4 172 352 231	4 843 318 156	4 335 605 691	468 200 132	4 803 805 823
Ministère du Patrimoine canadien	2 006 534 179	2 390 698 014	1 940 102 509	19 691 316	1 959 793 825
Musée canadien de l'histoire	84 700 406	77 279 111	73 251 251	.....	73 251 251
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	9 546 694	8 956 694	8 111 694	.....	8 111 694
Musée canadien de la nature	35 681 183	32 797 236	27 718 568	.....	27 718 568
Musée canadien des droits de la personne	29 336 716	30 736 716	25 458 013	.....	25 458 013
Musée des beaux-arts du Canada	52 002 341	50 256 671	45 778 278	.....	45 778 278
Musée national des sciences et de la technologie	43 173 183	39 514 631	29 933 096	.....	29 933 096
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	.....	1	.....	.....	.....
Office des transports du Canada	42 887 887	41 496 728	31 387 804	20 617 558	52 005 362
Office national du film	69 336 699	70 946 446	66 490 205	.....	66 490 205
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	16 500 614	20 877 446	21 215 912	.....	21 215 912
Régie canadienne de l'énergie	109 369 353	114 852 416	113 422 544	.....	113 422 544
Registraire de la Cour suprême du Canada	39 393 726	43 544 045	45 543 633	.....	45 543 633
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	17 289 754	28 237 776	23 009 225	.....	23 009 225
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	4 893 775	6 056 666	6 091 191	.....	6 091 191
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 698 002	3 651 256	3 653 892	.....	3 653 892
Secrétariat du Conseil du Trésor	11 067 930 305	9 377 699 874	8 930 862 997	.....	8 930 862 997
Sénat	96 362 294	121 821 702	126 694 386	.....	126 694 386
Service administratif des tribunaux judiciaires	100 372 516	106 376 866	101 376 811	.....	101 376 811
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	72 270 690	76 472 108	80 358 058	.....	80 358 058
Service canadien du renseignement de sécurité	642 172 827	656 618 835	662 784 872	.....	662 784 872
Service correctionnel du Canada	2 909 923 253	3 164 665 598	3 053 055 968	.....	3 053 055 968
Service de protection parlementaire	86 622 316	106 398 325	103 713 748	.....	103 713 748
Services partagés Canada	2 162 154 180	2 698 270 614	2 591 969 423	.....	2 591 969 423
Société canadienne d'hypothèques et de logement	4 042 530 388	5 406 597 674	5 105 138 048	1 003 722 430	6 108 860 478
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	59 920 409	66 111 319	46 416 148	.....	46 416 148
Société Radio-Canada	1 250 423 241	1 287 123 241	1 287 169 435	.....	1 287 169 435
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	27 335 298	35 366 139	32 475 427	4 946 019	37 421 446

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2021-2022	Budget des dépenses à ce jour 2022-2023	Budget des dépenses 2023-2024		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Statistique Canada	883 383 175	619 176 703	532 095 259	87 733 817	619 829 076
Téléfilm Canada	151 228 599	311 108 479	151 908 479	.....	151 908 479
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	11 103 961	14 229 724	15 770 433	.....	15 770 433
VIA HFR - VIA TGF Inc.	.....	.....	43 670 000	.....	43 670 000
VIA Rail Canada Inc.	628 856 038	1 096 370 797	1 233 649 830	.....	1 233 649 830
Total budgétaire	374 784 563 217	443 285 263 409	432 941 644 807	21 863 599 391	454 805 244 198
Non budgétaire					
Commission canadienne du lait	(48 153 504)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	(2 336 283)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	236 547 330	(208 594 735)	161 519 650	.....	161 519 650
Ministère de l'Industrie	435 000 000	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	5 086 214	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	(1 248 045)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	154 955 338	348 321 231	201 000 000	.....	201 000 000
Ministère des Finances	64 296 624 704	2 311 709 001	.....	.....	.....
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	12 510 719	25 903 000	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	(6 177 491)	1	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	(32)	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(168 383 473)	(164 412 879)	(119 838 866)	.....	(119 838 866)
Total non budgétaire	64 914 425 477	2 313 725 619	269 383 784	.....	269 383 784

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2023-2024

Détails par organisation

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1
Agence canadienne d'inspection des aliments	2
Agence de développement économique du Pacifique Canada	3
Agence de la santé publique du Canada	4
Agence de promotion économique du Canada atlantique	5
Conseil de recherches en sciences humaines	7
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	9
Gendarmerie royale du Canada	11
Instituts de recherche en santé du Canada	13
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	14
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	15
Ministère de l'Emploi et du Développement social	17
Ministère de l'Industrie	19
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	21
Ministère de la Justice	23
Ministère de la Santé	25
Ministère des Finances	26
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	28
Ministère des Ressources naturelles	31
Ministère des Services aux Autochtones	33
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	35
Ministère du Patrimoine canadien	36
Office des transports du Canada	38
Société canadienne d'hypothèques et de logement	39
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	40
Statistique Canada	41

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	561 429 271	.....	468 300 000	1 029 729 271
Total des dépenses budgétaires	561 429 271	.....	468 300 000	1 029 729 271

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	468 300 000
Total des crédits à adopter		468 300 000
Total des dépenses budgétaires		468 300 000

Agence canadienne d'inspection des aliments

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	643 834 807	.....	12 741 849	656 576 656
5a Dépenses en capital	47 529 437	.....	83 314	47 612 751
Total des crédits	691 364 244	.....	12 825 163	704 189 407
Total des postes législatifs	150 719 228	.....	2 786 138	153 505 366
Total des dépenses budgétaires	842 083 472	.....	15 611 301	857 694 773

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au renouvellement du programme de la présence quotidienne d'inspecteurs durant chaque quart de travail (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	12 741 849
	Crédit 5a	83 314
Total		12 825 163
Total des crédits à adopter		12 825 163
Total des crédits législatifs		2 786 138
Total des dépenses budgétaires		15 611 301

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85 219 228	2 786 138	88 005 366

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	30 346 092	.....	794 500	31 140 592
5a Subventions et contributions	143 003 919	.....	18 830 223	161 834 142
Total des crédits	173 350 011	.....	19 624 723	192 974 734
Total des postes législatifs	2 724 179	.....	.....	2 724 179
Total des dépenses budgétaires	176 074 190	.....	19 624 723	195 698 913

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds canadien de revitalisation des communautés	Crédit 5a	13 300 000
Fonds destinés à appuyer le rétablissement du village de Lytton, en Colombie-Britannique	Crédit 1a	794 500
	Crédit 5a	5 530 223
Total		6 324 723
Total des crédits à adopter		19 624 723
Total des dépenses budgétaires		19 624 723

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	2 443 364	2 509 692	4 953 056
Contributions			
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	76 579 182	13 300 000	89 879 182
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	2 940 959	3 020 531	5 961 490

Agence de la santé publique du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	3 654 335 640	542 000 000	4 196 335 640
5	Dépenses en capital	41 347 000		41 347 000
10a	Subventions et contributions	461 905 392	5 000 000	466 905 392
Total des crédits		4 157 588 032	547 000 000	4 704 588 032
Total des postes législatifs		59 185 441		59 185 441
Total des dépenses budgétaires		4 216 773 473	547 000 000	4 763 773 473

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'approvisionnement en produits thérapeutiques supplémentaires	Crédit 1a	463 000 000
Fonds destinés à la recherche médicale et au développement de vaccins	Crédit 1a	79 000 000
Fonds destinés à renouveler l'initiative Soyons actifs de ParticipACTION (budget fédéral de 2023)	Crédit 10a	5 000 000
Total des crédits à adopter		547 000 000
Total des dépenses budgétaires		547 000 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	133 609 521	5 000 000	138 609 521

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	68 404 079	.....	2 078 192	70 482 271
5a Subventions et contributions	312 855 591	.....	92 150 000	405 005 591
Total des crédits	381 259 670	.....	94 228 192	475 487 862
Total des postes législatifs	8 969 542	.....	473 610	9 443 152
Total des dépenses budgétaires	390 229 212	.....	94 701 802	484 931 014

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement pour le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona	Crédit 1a	2 078 192
	Crédit 5a	92 150 000
Total		94 228 192

Total des crédits à adopter

94 228 192

Total des crédits législatifs

473 610

Total des dépenses budgétaires

94 701 802

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	1 500 000	13 822 500	15 322 500
Contributions			
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	45 246 683	46 996 500	92 243 183
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	60 742 762	31 331 000	92 073 762

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 967 542	473 610	9 441 152

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	43 157 521	.....	1 941 764	45 099 285
5a Subventions	1 107 095 776	.....	3 384 000	1 110 479 776
Total des crédits	1 150 253 297	.....	5 325 764	1 155 579 061
Total des postes législatifs	5 076 991	.....	238 259	5 315 250
Total des dépenses budgétaires	1 155 330 288	.....	5 564 023	1 160 894 311

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux Chaires d'excellence en recherche du Canada (poste horizontal)	Crédit 1a	1 543 300
	Crédit 5a	2 834 000

Total 4 377 300

Fonds destinés à appuyer l'innovation agricole et agroalimentaire durable dans une économie à zéro émission nette (poste horizontal)	Crédit 1a	398 464
	Crédit 5a	550 000

Total 948 464

Total des crédits à adopter 5 325 764

Total des crédits législatifs 238 259

Total des dépenses budgétaires 5 564 023

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Chaires d'excellence en recherche du Canada	1 750 000	2 834 000	4 584 000
Subventions et bourses	347 361 838	550 000	347 911 838

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 969 029	238 259	5 207 288

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	52 005 336	.....	1 023 901	53 029 237
5a Subventions	1 259 424 499	.....	11 412 000	1 270 836 499
Total des crédits	1 311 429 835	.....	12 435 901	1 323 865 736
Total des postes législatifs	6 636 777	.....	172 867	6 809 644
Total des dépenses budgétaires	1 318 066 612	.....	12 608 768	1 330 675 380

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux Chaires d'excellence en recherche du Canada (poste horizontal)	Crédit 5a	10 372 000
Fonds destinés à appuyer l'innovation agricole et agroalimentaire durable dans une économie à zéro émission nette (poste horizontal)	Crédit 1a	1 023 901
	Crédit 5a	1 040 000
Total		2 063 901
Total des crédits à adopter		12 435 901
Total des crédits législatifs		172 867
Total des dépenses budgétaires		12 608 768

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Chaires d'excellence en recherche du Canada	10 150 000	10 372 000	20 522 000
Subventions et bourses	1 010 464 100	1 040 000	1 011 504 100

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 433 554	172 867	6 606 421

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	3 109 941 360	.....	20 203 377	3 130 144 737
5a Dépenses en capital	284 004 352	.....	86 250	284 090 602
10a Subventions et contributions	201 445 483	.....	459 295 000	660 740 483
Total des crédits	3 595 391 195	.....	479 584 627	4 074 975 822
Total des postes législatifs	571 228 366	.....	1 967 385	573 195 751
Total des dépenses budgétaires	4 166 619 561	.....	481 552 012	4 648 171 573

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à indemniser les membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 10a	459 295 000
Fonds destinés aux initiatives de modernisation de la sûreté et de la sécurité de l'aviation	Crédit 1a	13 513 843
Fonds destinés à poursuivre l'initiative de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	Crédit 1a	6 689 534
	Crédit 5a	86 250
Total		6 775 784
Total des crédits à adopter		479 584 627
Total des crédits législatifs		1 967 385
Total des dépenses budgétaires		481 552 012

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	176 900 000	459 295 000	636 195 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	482 695 485	670 080	483 365 565
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 532 881	1 297 305	84 830 186

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	72 521 635	.....	.....	72 521 635
5a Subventions	1 270 253 442	.....	5 794 000	1 276 047 442
Total des crédits	1 342 775 077	.....	5 794 000	1 348 569 077
Total des postes législatifs	8 865 704	.....	.....	8 865 704
Total des dépenses budgétaires	1 351 640 781	.....	5 794 000	1 357 434 781

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés aux Chaires d'excellence en recherche du Canada (poste horizontal)	Crédit 5a	5 794 000
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter	5 794 000
------------------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	5 794 000
---------------------------------------	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Chaires d'excellence en recherche du Canada	5 800 000	5 794 000	11 594 000

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Paiements à la société	144 126 071	.....	87 423 475	231 549 546
Total des dépenses budgétaires	144 126 071	.....	87 423 475	231 549 546

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds destinés aux infrastructures de transport à Montréal (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	82 823 475
Fonds destinés à la reconfiguration de l'autoroute Bonaventure (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	4 600 000
Total des crédits à adopter		87 423 475
Total des dépenses budgétaires		87 423 475

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	463 606 864	..... 177 272 407	640 879 271
5a	Dépenses en capital	31 963 435	..... 7 932 200	39 895 635
10a	Subventions et contributions	513 062 360	..... 342 410 750	855 473 110
Total des crédits		1 008 632 659	..... 527 615 357	1 536 248 016
Total des postes législatifs		818 439 880	..... 1 081 861 270	1 900 301 150
Total des dépenses budgétaires		1 827 072 539	..... 1 609 476 627	3 436 549 166

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la mise en œuvre des initiatives fédérales et à coûts partagés dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	Crédit 1a	127 388 592
	Crédit 5a	4 625 200
	Crédit 10a	332 410 750
Total		464 424 542
Fonds destinés à la mise en œuvre des programmes de gestion des risques de l'entreprise dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	Crédit 1a	49 883 815
	Crédit 5a	3 307 000
Total		53 190 815
Financement destiné au Fonds des infrastructures alimentaires locales (budget fédéral de 2023)	Crédit 10a	10 000 000
Total des crédits à adopter		527 615 357
Total des crédits législatifs		1 081 861 270
Total des dépenses budgétaires		1 609 476 627

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	8 785 520	10 000 000	18 785 520
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale	1 433 000	210 000	1 643 000
Contributions			
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	. . . . .	261 911 236	261 911 236
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	. . . . .	22 395 750	22 395 750
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	. . . . .	21 858 764	21 858 764
Contributions à l'appui du programme Agri-innover dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	. . . . .	10 865 000	10 865 000
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	. . . . .	10 040 000	10 040 000
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	3 466 626	4 130 000	7 596 626
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	. . . . .	1 000 000	1 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	243 448 000	790 335 000	1 033 783 000
Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	246 408 961	93 249 227	339 658 188
Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	116 764 500	7 698 707	124 463 207
Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	. . . . .	118 513 335	118 513 335
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 805 665	23 679 139	82 484 804
Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	8 901 419	43 161 911	52 063 330
Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	15 487 500	1 223 951	16 711 451
Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	. . . . .	4 000 000	4 000 000

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 273 326 965	..... 6 799 395	1 280 126 360
5a	Subventions et contributions	9 892 285 081	(97 547 021) 27 000 000	9 821 738 060
Total des crédits		11 165 612 046	(97 547 021) 33 799 395	11 101 864 420
Total des postes législatifs		82 986 698 892	..... (635 709 961)	82 350 988 931
Total des dépenses budgétaires		94 152 310 938	(97 547 021) (601 910 566)	93 452 853 351
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs		161 519 650	.....	161 519 650
Total des dépenses non budgétaires		161 519 650	.....	161 519 650

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la prolongation du Programme de soutien à l'apprentissage des étudiants	Crédit 1a	398 544
	Crédit 5a	27 000 000
Total		27 398 544
Fonds destinés à corriger les erreurs de classification des employés dans le secteur du transport routier	Crédit 1a	4 836 586
Fonds destinés à préparer les Canadiens pour l'avenir du travail grâce à la création d'une table consultative dirigée par des syndicats	Crédit 1a	1 564 265
Total des crédits à adopter		33 799 395
Total des crédits législatifs		(635 709 961)
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 000 000 \$) à la subvention intitulée « Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche »	Crédit 5a	.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 5a	(97 547 021)
Total des transferts		(97 547 021)
Total des dépenses budgétaires		(699 457 587)

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention Passeport pour ma réussite Canada	. . . . .	9 500 000	9 500 000
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	100 000	1 000 000	1 100 000
Contributions			
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	915 716 329	16 500 000	932 216 329

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	58 126 000 000	(568 000 000)	57 558 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	17 779 000 000	(73 000 000)	17 706 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	646 000 000	3 000 000	649 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	352 942 081	1 190 039	354 132 120
Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	900 000	1 100 000	2 000 000

Ministère de l'Industrie

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	613 545 412	.....	613 545 412
5	Dépenses en capital	29 222 750	.....	29 222 750
10a	Subventions et contributions	5 025 685 237	..... 1	5 025 685 238
Total des crédits		5 668 453 399	..... 1	5 668 453 400
Total des postes législatifs		183 321 791	.....	183 321 791
Total des dépenses budgétaires		5 851 775 190	..... 1	5 851 775 191
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	.....	800 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inscription et le rajustement des subventions	Crédit 10a	1
--	------------	----------

Total des crédits à adopter		1
------------------------------------	--	----------

Transferts

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (350 000 \$) à la Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse) visant à contrer les fluctuations monétaires	Crédit 10a
---	------------	-------

Total des transferts	
-----------------------------	--	--------------

Total des dépenses budgétaires		1
---------------------------------------	--	----------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	4 808 000	350 001	5 158 001

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 854 455 344	86 651 849	531 728 308	2 472 835 501
5 Dépenses en capital	104 704 726	(86 651 849)	.....	18 052 877
10a Subventions et contributions	2 394 529 894	.....	59 151 730	2 453 681 624
Total des crédits	4 353 689 964	.....	590 880 038	4 944 570 002
Total des postes législatifs	135 002 708	.....	.....	135 002 708
Total des dépenses budgétaires	4 488 692 672	.....	590 880 038	5 079 572 710

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au Programme fédéral de santé intérimaire (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	469 028 451
Fonds destinés à l'immigration, aux mesures d'établissement et au logement temporaire des Ukrainiens et des Ukrainiennes (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	62 699 857
	Crédit 10a	39 151 730
Total		101 851 587
Fonds destinés à la réinstallation des réfugiés afghans	Crédit 10a	20 000 000
Total des crédits à adopter		590 880 038
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour tenir compte des besoins opérationnels liés à la modernisation de la plateforme numérique	Crédit 1a	86 651 849
	Crédit 5	(86 651 849)
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		590 880 038

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	232 315 930	39 151 730	271 467 660
Contributions			
Aide à la réinstallation	304 516 275	20 000 000	324 516 275

Ministère de la Justice

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	281 780 119	.....	5 065 178	286 845 297
5a Subventions et contributions	606 730 391	.....	12 135 000	618 865 391
Total des crédits	888 510 510	.....	17 200 178	905 710 688
Total des postes législatifs	99 042 246	.....	849 930	99 892 176
Total des dépenses budgétaires	987 552 756	.....	18 050 108	1 005 602 864

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à répondre au rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées : fournir un accès accru aux services aux victimes axés sur la culture et dirigés par les Autochtones (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	350 095
	Crédit 5a	12 135 000

Total 12 485 095

Fonds destinés au Bureau de l'interlocutrice spéciale indépendante pour les enfants disparus et les tombes et les sépultures anonymes en lien avec les pensionnats indiens (budget fédéral de 2022)	Crédit 1a	4 715 083
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter 17 200 178

Total des crédits législatifs 849 930

Total des dépenses budgétaires 18 050 108

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	22 660 037	12 135 000	34 795 037

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	98 947 546	849 930	99 797 476

Ministère de la Santé

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1 Dépenses de fonctionnement	1 032 415 062	.....	.....	1 032 415 062
5 Dépenses en capital	27 991 054	.....	.....	27 991 054
10a Subventions et contributions	2 858 624 470	.....	2 630 500 000	5 489 124 470
Total des crédits	3 919 030 586	.....	2 630 500 000	6 549 530 586
Total des postes législatifs	181 195 699	.....	.....	181 195 699
Total des dépenses budgétaires	4 100 226 285	.....	2 630 500 000	6 730 726 285

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à améliorer les soins de santé pour les Canadiens (budget fédéral de 2023) Crédit 10a **2 630 500 000**

Total des crédits à adopter **2 630 500 000**

Total des dépenses budgétaires **2 630 500 000**

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	.....	35 000 000	35 000 000
Contributions			
Contribution à Inforoute Santé du Canada	8 770 000	75 500 000	84 270 000
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	107 724 479	20 000 000	127 724 479
Autres paiement de transfert			
Contributions aux provinces et aux territoires pour les priorités de santé partagées	.....	2 500 000 000	2 500 000 000

Ministère des Finances

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	128 498 703	.....	280 166 028	408 664 731
5 Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	.....	1
Total des crédits	128 498 704	.....	280 166 028	408 664 732
Total des postes législatifs	128 808 580 978	.....	826 420 510	129 635 001 488
Total des dépenses budgétaires	128 937 079 682	.....	1 106 586 538	130 043 666 220

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds non récurrents destinés au transfert conditionnel des recettes pour l'année 2022 liées à la participation aux bénéfices nets et à la participation accessoire aux bénéfices nets du projet de développement Hibernia à la province de Terre-Neuve-et-Labrador

Crédit 1a

280 166 028

Total des crédits à adopter

280 166 028

Total des crédits législatifs

826 420 510

Total des dépenses budgétaires

1 106 586 538

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Autres paiement de transfert			
Transfert conditionnel non récurrent des recettes nettes selon l'Entente sur la participation aux bénéfices nets et l'Entente sur la participation accessoire aux bénéfices nets du projet de développement Hibernia à la province de Terre-Neuve-et-Labrador	280 166 028	280 166 028

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Budgétaire			
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	32 939 000 000	737 000 000	33 676 000 000
Autres frais d'intérêts	4 838 000 000	36 000 000	4 874 000 000
Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	84 000 000	(1 000 000)	83 000 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 302 720 510)	9 207 510	(1 293 513 000)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(5 902 725 000)	45 213 000	(5 857 512 000)

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	4 246 075 402	..... 1 469 421 059	5 715 496 461
5a	Dépenses en capital	140 000	..... 4 067 835	4 207 835
10a	Subventions et contributions	4 851 166 848	98 356 109 6 650 498 570	11 600 021 527
Total des crédits		9 097 382 250	98 356 109 8 123 987 464	17 319 725 823
Total des postes législatifs		35 731 048	..... 878 307	36 609 355
Total des dépenses budgétaires		9 133 113 298	98 356 109 8 124 865 771	17 356 335 178
Dépenses non budgétaires				
Crédits				
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	..... ..	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		25 903 000	..... ..	25 903 000

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à mettre en œuvre la stratégie de règlement accéléré des revendications relatives aux avantages agricoles (poste horizontal)	Crédit 1a	3 935 964
	Crédit 10a	4 063 000 000
Total		4 066 935 964
Financement destiné au Fonds de règlement des revendications particulières	Crédit 10a	2 545 355 944
Fonds destinés aux règlements extrajudiciaires	Crédit 1a	825 000 000
Fonds destinés à la Convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean)	Crédit 1a	380 000 000
Fonds destinés à l'Entente de règlement ayant trait à la rafle des années 1960	Crédit 1a	218 200 000
Fonds destinés aux anciens élèves externes des pensionnats indiens (Gottfriedson)	Crédit 1a	38 500 000
Fonds destinés à la prolongation des accords provisoires de financement budgétaire avec quatre gouvernements métis et à la recherche par la Métis Nation of British Columbia sur les droits octroyés en vertu de l'article 35	Crédit 1a	1 068 600
	Crédit 10a	33 079 029
Total		34 147 629
Fonds destinés à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1a	2 051 859
	Crédit 10a	3 310 000
Total		5 361 859

Fonds destinés à favoriser la participation plus inclusive des Autochtones au processus décisionnel en matière d'environnement dans le Nord (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	615 074
	Crédit 10a	3 903 707
Total		4 518 781
Fonds destinés à la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1a	49 562
	Crédit 5a	4 067 835
Total		4 117 397
Fonds destinés aux négociations relatives au règlement des revendications historiques des chefs et conseils unis de Mnídoo Mnising	Crédit 10a	1 400 000
Fonds destinés aux négociations relatives à la revendication spéciale visant le lot de la vallée de la rivière Rouge présentée par la Première Nation des Mississaugas de Credit	Crédit 10a	449 890
Total des crédits à adopter		8 123 987 464
Total des crédits législatifs		878 307
Transferts		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour appuyer l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones	Crédit 10a	97 547 021
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour l'éducation primaire et secondaire en Colombie-Britannique	Crédit 10a	809 088
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (12 000 000 \$) aux Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35 afin de permettre le financement de l'autonomie gouvernementale et des traités modernes, conformément aux accords en vigueur	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (5 335 431 \$) aux Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35 pour le financement de la mise en œuvre d'un « traité d'autonomie gouvernementale reconnaissant la nation dakota Whitecap/Wapaha Ska Dakota Oyate »	Crédit 10a	.....
Total des transferts		98 356 109
Total des dépenses budgétaires		8 223 221 880

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	1 827 591 890	6 608 355 944	8 435 947 834
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 675 473 145	49 423 548	1 724 896 693
Subventions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles ainsi que le développement scientifique dans le Nord	17 040 000	50 000	17 090 000
Contributions			
Contributions pour la Nation métisse pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants	. . . . .	97 547 021	97 547 021
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, et promouvoir le développement scientifique	84 835 702	7 163 707	91 999 409
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	117 033 832	1 800 000	118 833 832

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29 534 942	878 307	30 413 249

Ministère des Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	767 362 423	.....	46 918 699	814 281 122
5a Dépenses en capital	29 227 432	.....	2 323 000	31 550 432
10a Subventions et contributions	2 517 543 940	.....	111 534 500	2 629 078 440
Total des crédits	3 314 133 795	.....	160 776 199	3 474 909 994
Total des postes législatifs	1 782 646 434	.....	4 682 695	1 787 329 129
Total des dépenses budgétaires	5 096 780 229	.....	165 458 894	5 262 239 123

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer le Programme pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe	Crédit 1a	3 179 652
	Crédit 10a	59 172 500
Total		62 352 152
Fonds destinés au renouvellement et au regroupement du volet des technologies propres d'Impact Canada et du Programme de croissance propre, dans le cadre du Programme d'innovation énergétique	Crédit 1a	14 847 306
	Crédit 5a	1 500 000
	Crédit 10a	45 000 000
Total		61 347 306
Fonds destinés à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1a	28 891 741
	Crédit 5a	823 000
	Crédit 10a	7 362 000
Total		37 076 741
Total des crédits à adopter		160 776 199
Total des crédits législatifs		4 682 695
Total des dépenses budgétaires		165 458 894

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui de rénovations maisons	804 000 000	33 722 500	837 722 500
Subventions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	. . . . .	3 625 000	3 625 000
Subventions en soutien au Programme d'innovation énergétique	1 150 000	2 000 000	3 150 000
Subventions à l'appui de la géoscience	1 245 000	52 000	1 297 000
Contributions			
Contributions à l'appui du programme d'innovation énergétique	60 662 982	43 000 000	103 662 982
Contributions à l'appui de rénovations maisons	3 375 565	25 450 000	28 825 565
Contributions à l'appui de la géoscience	. . . . .	2 500 000	2 500 000
Contributions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	. . . . .	1 185 000	1 185 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 918 420	4 682 695	73 601 115

Ministère des Services aux Autochtones

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	23 462 199 484	.....	3 523 252 938	26 985 452 422
5a Dépenses en capital	6 102 934	.....	160 000	6 262 934
10a Subventions et contributions	15 990 911 482	(809 088)	1 349 597 800	17 339 700 194
Total des crédits	39 459 213 900	(809 088)	4 873 010 738	44 331 415 550
Total des postes législatifs	148 262 586	.....	3 589 866	151 852 452
Total des dépenses budgétaires	39 607 476 486	(809 088)	4 876 600 604	44 483 268 002

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au programme des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations	Crédit 1a	3 360 667 664
	Crédit 10a	1 063 379 900
Total		4 424 047 564
Fonds destinés à l'Autorité sanitaire des Premières Nations	Crédit 10a	267 885 600
Fonds destinés aux règlements extrajudiciaires	Crédit 1a	134 000 000
Fonds destinés aux ressources humaines dans le secteur de la santé	Crédit 1a	27 912 250
	Crédit 5a	160 000
	Crédit 10a	13 332 300
Total		41 404 550
Fonds destinés à l'élaboration conjointe d'un cadre de soins de longue durée et de soins continus autochtones fondé sur les distinctions	Crédit 1a	29 400
	Crédit 10a	5 000 000
Total		5 029 400
Fonds destinés à mettre en œuvre la stratégie de règlement accéléré des revendications relatives aux avantages agricoles (poste horizontal)	Crédit 1a	643 624
Total des crédits à adopter		4 873 010 738
Total des crédits législatifs		3 589 866
Transferts		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (28 027 227 \$) aux Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	Crédit 10a	.....

Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Services aux Autochtones au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord pour l'éducation primaire et secondaire en Colombie-Britannique	Crédit 10a	(809 088)
Total des transferts		(809 088)
Total des dépenses budgétaires		4 875 791 516

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	431 187 145	28 027 227	459 214 372
Contributions			
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	1 701 093 623	1 035 352 673	2 736 446 296
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	885 750 488	262 885 600	1 148 636 088
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	2 111 399 223	20 932 300	2 132 331 523
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	1 309 022 967	2 400 000	1 311 422 967

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 685 218	3 589 866	115 275 084

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	2 633 766 246	.....	391 170 931	3 024 937 177
5 Dépenses en capital	1 559 955 319	.....	.....	1 559 955 319
Total des crédits	4 193 721 565	.....	391 170 931	4 584 892 496
Total des postes législatifs	141 884 126	.....	77 029 201	218 913 327
Total des dépenses budgétaires	4 335 605 691	.....	468 200 132	4 803 805 823

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au système de paye du gouvernement (budget fédéral de 2023)

Crédit 1a

391 170 931

Total des crédits à adopter

391 170 931

Total des crédits législatifs

77 029 201

Total des dépenses budgétaires

468 200 132

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	130 405 815	77 029 201	207 435 016

Ministère du Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	202 886 911	.....	7 475 093	210 362 004
5a Subventions et contributions	1 707 891 504	.....	11 000 000	1 718 891 504
Total des crédits	1 910 778 415	.....	18 475 093	1 929 253 508
Total des postes législatifs	29 324 094	.....	1 216 223	30 540 317
Total des dépenses budgétaires	1 940 102 509	.....	19 691 316	1 959 793 825

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la Stratégie d'exportation créative	Crédit 1a	6 437 115
	Crédit 5a	11 000 000
Total		17 437 115
Fonds destinés à soutenir la modernisation de la <i>Loi sur les langues officielles</i>	Crédit 1a	1 037 978
Total des crédits à adopter		18 475 093
Total des crédits législatifs		1 216 223
Total des dépenses budgétaires		19 691 316

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui du Fonds Exportation Créative Canada	1 000 000	1 000 000
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada	10 000 000	10 000 000

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 119 694	1 216 223	28 335 917

Office des transports du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	27 756 954	.....	16 710 766	44 467 720
Total des crédits	27 756 954	.....	16 710 766	44 467 720
Total des postes législatifs	3 630 850	.....	3 906 792	7 537 642
Total des dépenses budgétaires	31 387 804	.....	20 617 558	52 005 362

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir le programme de règlement des différends et le programme de surveillance de la conformité et d'application de la loi (budget fédéral de 2023)

Crédit 1a

16 710 766

Total des crédits à adopter

16 710 766

Total des crédits législatifs

3 906 792

Total des dépenses budgétaires

20 617 558

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 630 850	3 906 792	7 537 642

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	5 059 038 048	.....	1 003 722 430	6 062 760 478
Total des crédits	5 059 038 048	.....	1 003 722 430	6 062 760 478
Total des postes législatifs	46 100 000	.....	.....	46 100 000
Total des dépenses budgétaires	5 105 138 048	.....	1 003 722 430	6 108 860 478
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(119 838 866)	.....	.....	(119 838 866)
Total des dépenses non budgétaires	(119 838 866)	.....	.....	(119 838 866)

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds pour accélérer la construction de logements (budget fédéral de 2022)	Crédit 1a	996 722 430
Financement destiné à la prolongation du Fonds de secours d'urgence de Granville Island	Crédit 1a	7 000 000
Total des crédits à adopter		1 003 722 430
Total des dépenses budgétaires		1 003 722 430

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	29 961 393	.....	4 877 403	34 838 796
Total des crédits	29 961 393	.....	4 877 403	34 838 796
Total des postes législatifs	2 514 034	.....	68 616	2 582 650
Total des dépenses budgétaires	32 475 427	.....	4 946 019	37 421 446

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés à la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique (budget fédéral de 2022) (poste horizontal)	Crédit 1a	4 877 403
---	-----------	------------------

Total des crédits à adopter	4 877 403
------------------------------------	------------------

Total des crédits législatifs	68 616
--------------------------------------	---------------

Total des dépenses budgétaires	4 946 019
---------------------------------------	------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 781 935	68 616	1 850 551

Statistique Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses du programme	457 199 717	.....	73 171 244	530 370 961
Total des crédits	457 199 717	.....	73 171 244	530 370 961
Total des postes législatifs	74 895 542	.....	14 562 573	89 458 115
Total des dépenses budgétaires	532 095 259	.....	87 733 817	619 829 076

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds destinés au programme du Recensement de la population de 2026 (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	66 635 901
--	-----------	-------------------

Fonds destinés au programme du Recensement de l'agriculture de 2026 (budget fédéral de 2023)	Crédit 1a	6 535 343
--	-----------	------------------

Total des crédits à adopter		73 171 244
------------------------------------	--	-------------------

Total des crédits législatifs		14 562 573
--------------------------------------	--	-------------------

Total des dépenses budgétaires		87 733 817
---------------------------------------	--	-------------------

Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
Budgétaire			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 895 542	14 562 573	89 458 115

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2023-2024

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1a	– Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		468 300 000
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1a	– Dépenses de fonctionnement	12 741 849	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
5a	– Dépenses en capital	83 314	
			12 825 163
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PACIFIQUE CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement	794 500	
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	18 830 223	
	– Contributions		
			19 624 723
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement	542 000 000	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	5 000 000	
	– Contributions		
			547 000 000
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
1a	– Dépenses de fonctionnement	2 078 192	
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE <i>(suite et fin)</i>		
5a	inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	92 150 000	94 228 192
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
1a	– Dépenses de fonctionnement	1 941 764	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	3 384 000	5 325 764
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
1a	– Dépenses de fonctionnement	1 023 901	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	11 412 000	12 435 901
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi	20 203 377	
5a	– Dépenses en capital	86 250	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Contributions	459 295 000	479 584 627
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		5 794 000
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		
1a	– Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, de l'estacade du pont Champlain, du tunnel Melocheville, du pont de contournement de l'Île des Sœurs et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et à la déconstruction du pont Champlain d'origine – Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au Bureau de l'infrastructure du Canada à l'égard de projets au Québec		87 423 475

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1a	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l'administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	177 272 407	
5a	– Dépenses en capital	7 932 200	
10a	<ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions 	342 410 750	
			527 615 357
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1a	<ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	6 799 395	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
5a	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL (<i>suite et fin</i>) – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	27 000 000	33 799 395
10a	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		
1a	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	531 728 308	590 880 038
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services	59 151 730	
1a	MINISTÈRE DE LA JUSTICE – Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b) les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c) les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	5 065 178	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	12 135 000	17 200 178

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
10a	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DE LA SANTÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 		2 630 500 000
1a	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES FINANCES</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 		280 166 028
1a	<p style="text-align: center;">MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d’effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l’égard de celles-ci – Autorisation d’affecter des fonds dans le cadre d’activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l’approvisionnement en matériaux et en matériel – Autorisation de vendre de l’électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n’ont pas accès aux sources alternatives locales d’approvisionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 469 421 059	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD <i>(suite et fin)</i>		
5a	– Dépenses en capital – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones. – Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes	4 067 835	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	6 650 498 570	
			8 123 987 464
	MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la vente de produits d'information et de produits forestiers; b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i> ; c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	46 918 699	
5a	– Dépenses en capital	2 323 000	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	111 534 500	
			160 776 199
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel – Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci	3 523 252 938	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES (<i>suite et fin</i>)		
	– Autorisation d’affecter des fonds dans le cadre d’activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l’approvisionnement en matériaux et en matériel		
	– Autorisation de vendre de l’électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n’ont pas accès aux sources alternatives locales d’approvisionnement		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :		
	a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;		
	b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi.		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	160 000	
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l’égard de propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral		
	– Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice	1 349 597 800	
	– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		
			4 873 010 738
	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	– Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		391 170 931
	– Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables liées à l’application du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l’administration des biens saisis</i>		
	– Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (suite et fin)</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
	<p>MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN</p>		
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de l’Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d’information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;</p> <p>b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;</p> <p>c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	7 475 093	
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice</p> <p>– Contributions</p>	11 000 000	18 475 093
	<p>OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA</p>		
1a	<p>– Dépenses du programme</p>		16 710 766
	<p>SOCIÉTÉ CANADIENNE D’HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT</p>		
1a	<p>– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :</p> <p>a) au titre de la <i>Loi nationale sur l’habitation</i>;</p> <p>b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu’elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d’hypothèques et de logement</i>.</p>		1 003 722 430

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1a	STATION CANADIENNE DE RECHERCHE DANS L'EXTRÊME-ARCTIQUE – Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions		4 877 403
1a	STATISTIQUE CANADA – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		73 171 244
			20 478 605 110